

Initiatives ministérielles

profitent le plus rapidement possible, pour que notre économie en profite, pour que nous assistions à la création d'emplois, monsieur le Président, et à la diminution du chômage au Canada.

[Traduction]

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, je veux souligner ce soir la prospérité et la sécurité dont jouit le Canada. Grâce à sa force économique et à sa stabilité politique, notre pays a les outils nécessaires pour entrer dans le XXI^e siècle et pour faire concurrence à n'importe quel autre pays.

La réalisation des priorités nationales est essentielle à notre progrès, à notre bien-être et à notre avenir. Nous sommes un pays remarquable et nous devons relever les défis avec confiance et avec compréhension et en nous fixant des buts précis. Nous devons avoir une grande vision de l'avenir pour nos enfants. Nous devons prendre des décisions difficiles qui nous feront progresser.

Notre productivité industrielle et notre avenir économique dépendent de notre compétitivité. Notre pays est un pays exportateur. Le commerce extérieur nous rapporte 30 milliards par année. Nous devons supprimer les obstacles, entrer en lice et vaincre la concurrence. Nous devons être plus compétitifs parce que le commerce est ce qui fait vivre le Canada.

Le gouvernement sait où il va. Ses réalisations des cinq dernières années le prouvent. Quand nous sommes arrivés au pouvoir en septembre 1984, le taux de chômage s'élevait à 12 p. 100 et celui de l'inflation à 8,5 p. 100. Nous sortions à peine d'une période dévastatrice caractérisée par des taux d'intérêt élevés qui culminaient entre 20 et 24 p. 100. Nous avons hérité d'un déficit de 38,3 milliards et d'une dette nationale de 200 milliards de dollars.

En ce qui concerne la compétitivité, nous nous classons au onzième rang dans le monde. Les capitaux fuyaient le pays et la confiance des milieux d'affaires n'avait jamais été plus faible.

Notre gouvernement avait une grande vision, un plan économique pour revitaliser l'économie de notre pays et il a réussi. En cinq ans, nous avons créé proportionnellement plus d'emplois que tout autre pays du monde—1,5 million de nouveaux emplois dont 85 p. 100 sont des emplois à plein temps.

Nous avons réduit l'inflation. Nous sommes passés du onzième rang au quatrième rang sur le plan de la concurrence. Le Japon vient en tête, suivi de la Suisse et des États-Unis. Nous venons au quatrième rang. Nous ne sommes surpassés que par le Japon en ce qui concerne la hausse de la croissance économique. Notre économie s'est accrue de 20 p. 100 en termes réels. De tous les pays de l'OCDE, c'est nous qui avons le climat le plus propice à l'investissement.

Nos faillites agricoles ont diminué de 41 p. 100. Le déficit a diminué de 9 millions de dollars. La fonction publique a été réduite de 12 000 employés. Le coût de fonctionnement du gouvernement a baissé de 10 p. 100, mais cela équivaut à 20 p. 100 si on tient compte de l'inflation. Nous avons privatisé 18 sociétés d'État, mis en oeuvre le plus important accord commercial jamais vu, c'est-à-dire l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Nous avons aboli l'AEIE, le Programme énergétique national et l'impôt sur les revenus pétroliers, nous avons déréglementé les transports et avons fait adopter une nouvelle Loi nationale sur les transports grâce à laquelle nous avons réglé une fois pour toutes le problème de l'inéquité des tarifs marchandises dans l'ouest du Canada.

Nous avons mis sur pied des agences de développement régional, un bureau de diversification de l'économie de l'Ouest en Alberta où les habitants de la région prennent eux-mêmes les décisions. Nous avons établi un bureau du même genre à Moncton. Nous avons prévu 600 millions de dollars pour les marchés de l'État dans l'Ouest.

Ce ne sont que quelques-unes des mesures que nous avons prises en cinq ans seulement.

Pendant cette période, nous avons fait face à certains problèmes. Nous avons aidé les agriculteurs. Nous avons injecté 12 milliards de dollars dans le secteur agricole au Canada au moment où nos agriculteurs étaient pris entre une guerre de prix à cause des subventions et une sécheresse dévastatrice.

Les prix de l'énergie ont chuté en 1986 et nous avons mis en oeuvre un programme de 1,2 milliard de dollars pour le pétrole.

Nous avons essuyé deux faillites qui nous ont coûté 1 milliard de dollars, non pas parce que nous voulions aider les banques, mais parce que nous voulions sauver les investisseurs, les fonds de pension, les coopératives de crédit, les fonds des enseignants et les municipalités.

Nous avons hérité d'une dette de 200 milliards de dollars. Nous ne l'avons pas créée et nous n'y avons pas ajouté un cent. Ce qui s'est ajouté, c'est le coût des intérêts, le coût du financement de la dette. Nous avons réduit l'augmentation des dépenses de programmes de 15 p. 100 par an, de 1980 à 1984, à 3,6 p. 100 par an.

En cinq ans nous avons supprimé 25 milliards, 70 p. 100 par des réductions de dépenses et à 30 p. 100 par des augmentations des recettes. Si nous n'avions rien fait, le déficit national serait de 25 milliards plus élevé qu'il ne l'était en septembre 1984.

Nous avons fait de sérieux progrès, mais nous avons maintenant un défi plus grand à relever. C'est le défi de la concurrence, l'Europe 1992, la bordure du Pacifique, les États-Unis et le monde. Nous avons la santé des biens et des services que nous produisons et que nous vendons.